



HAL
open science

L'écologie dans l'opinion publique française à la veille de l'élection présidentielle de 2022

Simon Persico

► **To cite this version:**

Simon Persico. L'écologie dans l'opinion publique française à la veille de l'élection présidentielle de 2022. Antoine Bristielle. Que veulent les Français? L'opinion publique dans tous ses états, Éditions de l'Aube, pp.141-154, 2022, Monde en cours, 978-2-8159-4744-2. halshs-03812488

HAL Id: halshs-03812488

<https://shs.hal.science/halshs-03812488>

Submitted on 12 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'écologie dans l'opinion publique française à la veille de l'élection présidentielle de 2022

Simon Persico, Sciences Po Grenoble UGA, Pacte

Paru dans Antoine Bristielle (dir.), *Que veulent les Français ? L'opinion publique dans tous ses états*, Editions de l'Aube, La-Tour-d'Aigues, 2022, p. 141-154

La place laissée aux enjeux environnementaux dans la campagne présidentielle de 2022 déterminera le sort de l'écologie à double titre. Premièrement, c'est de cette visibilité que dépendra le sort de *l'écologie politique* et du candidat de cette famille politique : Yannick Jadot. En effet, la destinée électorale des candidats et partis associés à un enjeu aux yeux des électeurs est indexée à sa visibilité dans la campagne. Or, les électeurs considèrent les Verts comme les plus crédibles sur l'environnement¹. Ceux-ci disposent de ce que les politistes appellent un *issue ownership* – ils sont les principaux propriétaires des enjeux environnementaux aux yeux des électeurs – comme le Rassemblement national a longtemps bénéficié d'un fort *issue ownership* sur les questions d'immigration et de sécurité. Deuxièmement, la visibilité des enjeux environnementaux dans la campagne influencera la nature et l'ampleur des *politiques écologiques* menées dans les cinq années du mandat suivant, et ce, quel que soit le vainqueur. La science politique française et internationale a montré que les politiques mises en œuvre dans un secteur donné dépendent, elles aussi, de la visibilité de ce thème dans la campagne électorale et de la priorité que les citoyens lui accordent².

La dernière vague de l'enquête « Fracture française »³ permet justement de se faire une bonne idée du niveau d'importance accordé par les électeurs aux enjeux environnementaux. Elle donne également de précieuses informations quant à la structure de l'opinion publique sur ce sujet, dans une large majorité favorable à une action environnementale résolue, et met en lumière les déterminants sociaux et politiques de ces valeurs environnementales. Elle permet, *in fine*, de comprendre quelles sont les incitations des différentes forces politiques à se saisir de ce sujet et à prendre des positions plus ou moins fortes dans la lutte contre la crise écologique. Dans un contexte de polarisation croissante entre, d'un côté, les enjeux d'immigration et d'insécurité et, de l'autre, les enjeux climatiques, la lutte pour l'agenda sera plus déterminante que jamais.

1. Tarik Abou-Chadi, « Niche party success and mainstream party policy shifts – How green and radical right parties differ in their impact », *British Journal of Political Science*, vol. 46, n° 2, avril 2016, p. 417-436 ; Sondage ODOXA, « Meilleur candidat, image et rôle des écologistes », septembre 2021.

2. Philip Moniz et Christopher Wlezien, « Issue salience and political decisions » in *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 28 septembre 2021.

3 Enquête Fractures françaises, Vague 8 - Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, l'Institut Montaigne et le CEVIPOF, août 2021.

Une priorité partagée par plus d'un tiers des personnes interrogées

D'abord, la protection de l'environnement fait partie des enjeux les plus importants aux yeux des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête « Fractures françaises ». Ainsi, 40 % des répondants choisissent l'environnement au nombre des trois enjeux qui les préoccupent le plus. Comme l'indique le tableau suivant, il est dépassé de peu par l'avenir du système social (42 %) mais devance la délinquance, le pouvoir d'achat et l'immigration, pour lesquels le niveau de priorité reste toutefois élevé. Cette place dans l'ordre des priorités citoyennes est relativement nouvelle. La plupart des enquêtes récentes montrent que le niveau de priorité accordé à l'environnement a connu un bond depuis la période 2018-2019, marquée par des mobilisations importantes sur le front du climat et la diffusion du consensus scientifique sur la gravité de la crise écologique déjà en cours⁴.

Enjeux qui préoccupent le plus les personnes interrogées (en %)⁵

Avenir du système social	42
Protection de l'environnement	40
Délinquance	38
Difficultés en termes de pouvoir d'achat	36
Immigration	32
Menace terroriste	26
Montée des inégalités sociales	24
Système scolaire	15
Taux de chômage	13

Un dégradé de positions relatives au changement climatique et à l'environnement

De fait, comme on le voit dans la figure suivante, l'existence du réchauffement climatique n'est quasiment plus contestée par les citoyens français. 88 % des personnes interrogées considèrent que nous sommes en train de vivre un réchauffement climatique, contre 9 % qui ne le pensent pas et 3 % qui déclarent ne pas savoir. Un large accord existe aussi sur l'origine humaine de ce réchauffement climatique, même si cette position est moins unanime que dans la communauté scientifique. 68 % des personnes interrogées considèrent que le réchauffement est principalement dû à l'activité humaine,

4. Aurélien Evrard et Simon Persico, « Entre relance verte et variable d'ajustement : les effets contradictoires de la Grande Récession sur les politiques environnementales » in Patrick Hassenteufel et Sabine Saurugger (dir.), *Les Politiques publiques dans la crise. 2008 et ses suites*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021, p. 297-329.

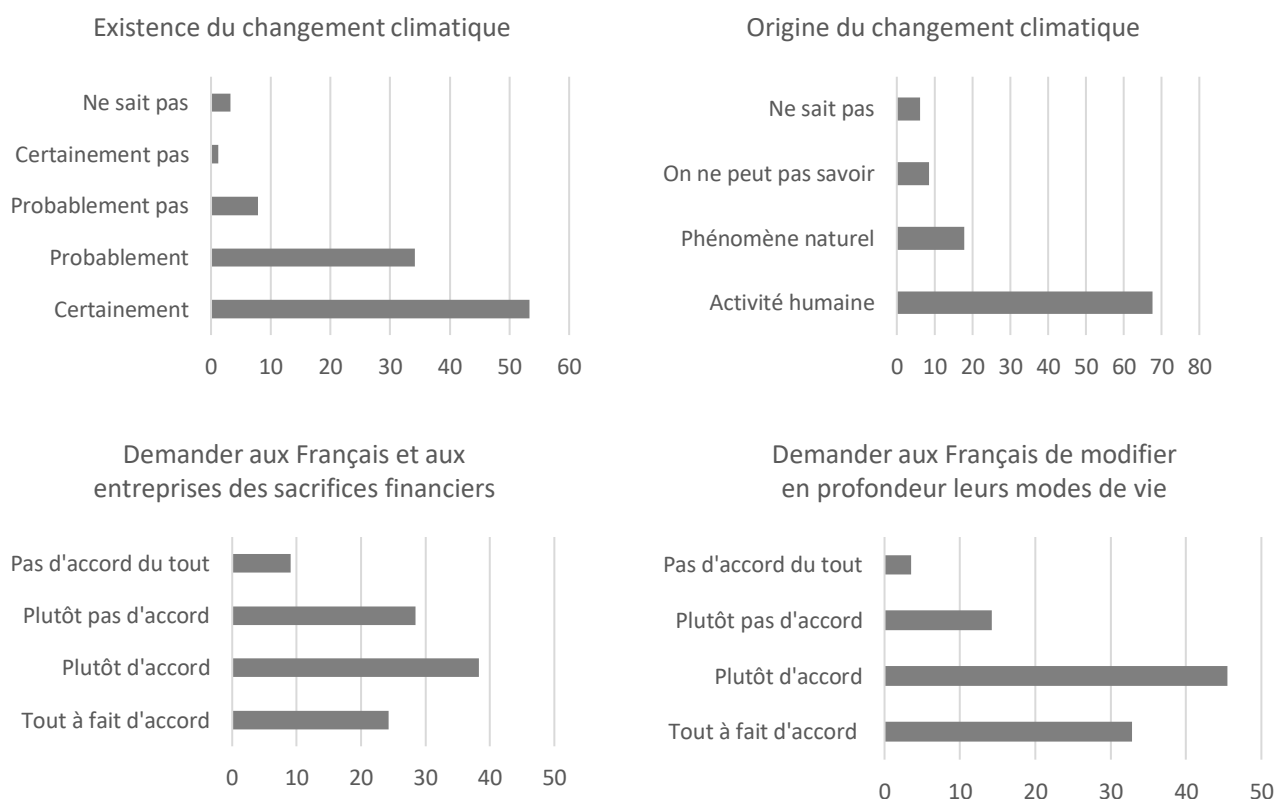
5. La question était la suivante : « Quels sont les trois enjeux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ? » Suivait la liste des neuf enjeux.

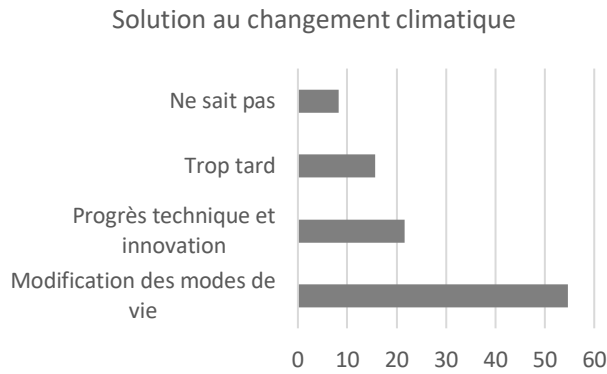
contre 18 % qui estiment qu'il est principalement lié à un phénomène naturel et 13 % qui déclarent ne pas savoir ou qu'il est impossible de savoir.

L'enquête montre aussi qu'une large majorité de personnes adoptent des positions conformes à celles des écologistes sur les questions environnementales : elles sont 78 % à considérer qu'« il faut que le gouvernement prenne des mesures rapides et énergiques pour faire face à l'urgence environnementale, même si cela signifie de demander aux Français de modifier en profondeur leurs modes de vie ». Elles sont 63 % à estimer que le gouvernement doit prendre ces mesures, « même si cela signifie de demander aux Français et aux entreprises des sacrifices financiers ».

Le décalage avec les positions écologistes, souvent critiques à l'égard du technosolutionnisme, est plus marqué sur les manières de faire face au réchauffement climatique : 23 % des personnes interrogées considèrent en effet que « c'est principalement le progrès technique et les innovations scientifiques qui nous permettront de trouver des solutions », contre 53 % qui estiment au contraire que « c'est principalement la modification importante de nos modes de vie » ; 16 % estiment qu'il n'y a plus rien à faire car il est trop tard et 8 % déclarent ne pas savoir – un niveau d'incertitude élevé, constaté pour les autres questions sur le sujet, et qui distingue les enjeux relatifs à l'environnement des autres.

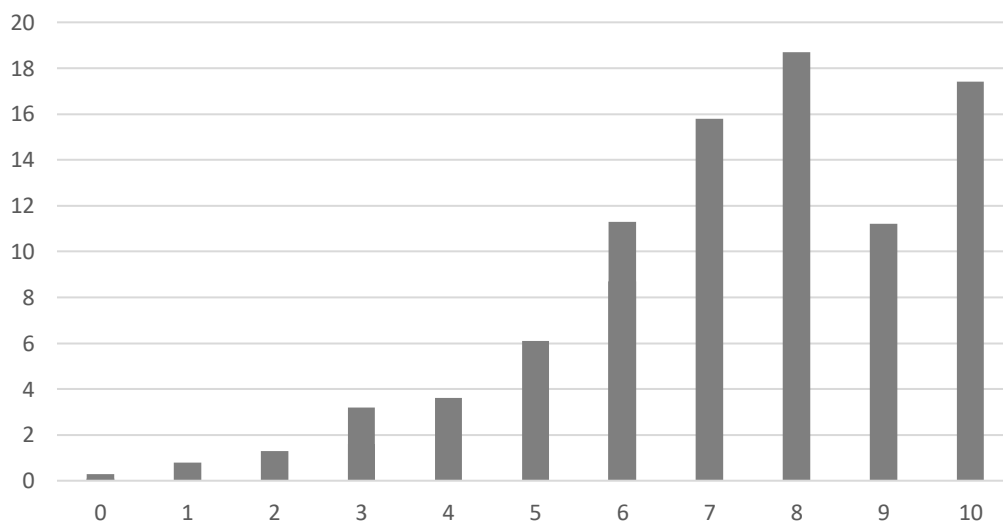
La structure de l'opinion sur les enjeux associés au changement climatique (en %)





Ces graphiques montrent que la part des personnes adoptant des positions que l'on peut considérer comme favorables à l'écologie est importante mais varie selon les questions – de la quasi-unanimité pour l'existence du changement climatique à une nette majorité favorable ce que le gouvernement prenne des mesures rapides et énergiques, quitte à demander des sacrifices financiers aux Français et aux entreprises. En dépit de ces variations, ces réponses sont cohérentes entre elles. Par exemple, les personnes favorables à l'idée de sacrifices financiers sont le plus souvent celles qui considèrent que le réchauffement climatique existe et qu'il est d'origine humaine. Il est ainsi possible de créer un score de soutien à l'action écologique, combinant ces différentes questions, dont la distribution est représentée dans la figure suivante. Ce score est de 0 pour les personnes ayant donné des réponses systématiquement hostiles à l'écologie et de 10 pour les répondants systématiquement favorables. Le score moyen, dans l'enquête « Fractures françaises », s'élève à 7,4.

Le score de soutien à l'action environnementale (en %)



Les déterminants sociologiques de l'environnementalisme

L'analyse des déterminants du soutien à l'action environnementale confirme les résultats classiques sur les valeurs écologistes. Le tableau suivant montre que la prise de conscience environnementale comporte une forte dimension générationnelle : les plus jeunes se distinguent par un score plus élevé que la moyenne (8,0 contre 7,4). De même, le niveau de diplôme détermine en partie les positions pro-environnementales, puisque les répondants titulaires d'un bac+3 ou plus ont un score moyen de 7,9, près d'un point supérieur à celui des répondants n'ayant pas obtenu le baccalauréat.

D'autres facteurs sociologiques, comme le genre, semblent moins influents. La différence de score entre les femmes et les hommes est très faible (respectivement 7,5 et 7,4). De même, l'effet du niveau de vie semble limité : seules les personnes disposant d'un revenu mensuel situé entre 3 000 et 4 499 euros ont un score sensiblement supérieur à la moyenne ; pour le reste, on constate que les répondants les plus riches (revenu mensuel supérieur à 4 500 euros) et les plus pauvres (revenu mensuel inférieur à 1 200 euros) ne se distinguent pas, avec un score moyen de 7,4. Enfin, les réponses varient marginalement selon le lieu de résidence, même si les habitants de zones périurbaines ont des scores sensiblement moins élevés que dans les centres urbains ou en zone rurale. Un rappel, s'il était nécessaire, du fait que le soutien à l'action écologique n'est pas l'apanage de riches habitants des centres urbains.

Les déterminants sociologiques du score de soutien à l'action environnementale

Genre	Femmes	7,5
	Hommes	7,4
Âge	18-24 ans	8,0
	25-34 ans	7,5
	35-44 ans	7,4
	45-59 ans	7,4
	60 ans et plus	7,3
Diplôme	Non diplômé, brevet, CAP, BEP	7,0
	Baccalauréat	7,5
	Bac+2	7,6
	Bac+3 ou plus	7,9
Revenu mensuel	Moins de 1 200 euros	7,4
	De 1 200 à 2 999 euros	7,3
	De 3 000 à 4 499 euros	7,7
	Plus de 4 500 euros	7,4
Zone d'habitation	Centre urbain	7,5
	Banlieue	7,4
	Périurbain	7,3
	Rural	7,6
Total		7,4

L'écologie dans l'espace politique

En plus d'être déterminé, en partie, par des facteurs sociologiques, le score de soutien à l'action environnementale est également lié à la position des répondants sur d'autres enjeux qui structurent le débat public. Cette relation entre l'environnement et d'autres conflits politiques, sur l'Europe, sur l'identité et l'immigration ou sur la place laissée à la puissance publique dans le fonctionnement de l'économie n'est pas nouvelle mais apparaît de manière très nette dans l'enquête. Elle s'observe dans la répartition des trois enjeux qui paraissent prioritaires aux yeux des répondants : les personnes citant l'environnement sont nettement moins susceptibles de citer la délinquance, l'immigration ou la menace terroriste que d'autres enjeux comme les inégalités ou l'avenir du système scolaire.

Cette relation apparaît également dans le tableau suivant, qui compare les scores environnementaux moyens selon la position des répondants sur d'autres grands enjeux. Les personnes favorables à la construction européenne, ouvertes à la présence d'étrangers sur le territoire français, tolérantes à l'égard de l'islam et qui défendent l'intervention de l'État dans l'économie se révèlent plus engagées sur les questions d'environnement que les répondants adoptant des positions opposées sur ces autres thématiques. On peut noter que les différences liées à des préférences idéologiques sont plus marquées que la plupart des différences attachées à des appartenances sociologiques, à l'exception de l'âge et du diplôme.

À cette structuration de l'opinion environnementale selon les valeurs correspond une structuration partisane et électorale de l'opinion. Les électeurs se déclarant proches d'EELV affichent ainsi un score de soutien à l'action environnementale très élevé (8,7). Suivent ensuite les électeurs d'extrême gauche (8,3), de LREM et du MoDem (7,7), du PC et de la France insoumise (7,6) et du PS (7,5). Pour les électeurs de droite, le score est plus bas – il descend même à 6,9 pour les répondants se déclarant proches du Rassemblement national ou de Debout la France. Cette configuration de l'opinion permet d'ailleurs de comprendre une partie des choix de doctrine et de communication des responsables politiques.

Les déterminants politiques du score de soutien à l'action environnementale

Construction européenne	L'UE une bonne chose	7,9
	L'UE une mauvaise chose	7,2
Nombre d'étrangers en France	Pas trop d'étrangers	7,9
	Trop d'étrangers	7,2
Compatibilité de l'islam avec les valeurs françaises	Islam compatible	8,0
	Islam pas compatible	7,0
Rôle de l'État dans l'économie	Renforcer le rôle de l'État	7,9
	Limiter le rôle de l'État	7,1
Proximité partisane	Extrême gauche	8,3
	LFI-PCF	7,6
	EELV	8,7
	PS	7,5
	LREM-MoDem	7,7
	LR-UDI	7,1
	DLF-RN	6,9
	Aucun parti	7,2
Total		7,4

Sans que l'on sache vraiment si la transformation du discours politique se limite à une communication avisée ou marque un changement plus radical du logiciel guidant les politiques publiques, le rapport à l'environnement des partis situés au centre et à gauche de l'échiquier politique s'est modifié. En témoigne le discours explicitement antiproductiviste porté par La France insoumise sur les questions d'écologie⁶, dont le programme est assez proche de celui d'EELV sur ces questions. On constate aussi l'intensification des positions pro-environnementales au Parti socialiste⁷.

6. Manuel Cervera-Marzal, *Le Populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, 2021.

7. Il suffit de lire l'argumentaire stratégique du parti, intitulé « Social, Écologie, (mais aussi) République », pour comprendre que la mue doctrinale du PS n'est ni achevée, ni consensuelle en interne. On y retrouve pour l'essentiel une critique des « dérives extrémistes de la mouvance écolo » qui marque bien une volonté de ne pas agir trop radicalement pour faire face à la crise écologique.

Le cas d'Emmanuel Macron et de la nébuleuse LREM est assez similaire. Cependant, la réalité de ces convictions peut être évaluée à l'aune des politiques menées, et cette évaluation illustre une ambiguïté : abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes d'un côté, prolongation de l'autorisation du glyphosate de l'autre ; promesse d'une application « sans filtre » des propositions issues de la Convention citoyenne pour le climat un jour, abandon de la plupart d'entre elles quelques mois plus tard⁸. Eu égard à la large diffusion des valeurs écologistes dont atteste l'enquête « Fractures françaises », on comprend le choix de ne pas laisser le terrain aux Verts exclusivement. Mais les politiques de transition écologique mises en œuvre sont loin d'être à la hauteur des exigences pointées par les scientifiques. De même que, avant elles, les politiques menées par les gouvernements socialistes ou gaullistes.

Et puis, il y a la trajectoire de la droite et de l'extrême droite, qui ne font même plus vraiment semblant de se soucier d'écologie. En atteste l'absence de ces thèmes lors des débats télévisés pour la primaire interne du parti Les Républicains. En atteste aussi, dans les rares prises de position des candidats sur cette question, la remise en cause de politiques environnementales pourtant consensuelles dans le champ des politiques de lutte contre le réchauffement climatique, sur le développement de l'énergie éolienne, par exemple. Autre signe de cette hostilité nouvelle de la droite plus ou moins radicalisée sur les questions environnementales : les écrits et déclarations d'Éric Zemmour opposant « la France qui craint le grand réchauffement » à « celle qui a peur du grand déclassement et du grand remplacement » et qu'il compte désormais représenter politiquement⁹.

On retrouve ici une volonté explicite de la part de la droite de s'opposer à l'écologie, y compris scientifique. Ce phénomène touche les États-Unis depuis deux décennies et s'est accéléré avec la présidence Trump. Il était jusque-là resté plus ou moins en dehors du champ partisan français. Cette ère semble terminée. Les enjeux associés à l'écologie sont en train de prendre une nature plus conflictuelle. C'est sans doute dans cette conflictualité que les électeurs soucieux d'environnement peuvent trouver quelque espoir, alors que le début de campagne semble dominé par les enjeux associés au Covid-19 d'un côté, et par le triptyque immigration-islam-insécurité de l'autre. L'existence de vifs débats sur les manières de résoudre la crise environnementale permettrait de renforcer la présence des enjeux climatiques et environnementaux dans l'agenda, en lieu et place des enjeux associés à l'immigration et à l'identité. C'est à cette seule condition que la nette majorité sociale favorable à une action environnementale résolue pourrait trouver une forme électorale.

8. Géraud Guibert, « La transition écologique est-elle soluble dans la démocratie citoyenne ? », *Futuribles*, n° 445, octobre 2021, p. 33-43.

9. Éric Zemmour, « La France qui craint le grand réchauffement contre celle qui a peur du grand déclassement », *Le Figaro*, 18 décembre 2020.